

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès  
84905 Avignon

Avignon, le 20/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**FM FRANCE SAS**

RUE DE L'EUROPE  
57370 Phalsbourg

Références : D-0870-2024  
Code AIOT : 0006410923

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2024 dans l'établissement FM FRANCE SAS implanté ZAC du Plan 84320 Entraigues-sur-la-Sorgue. L'inspection a été annoncée le 03/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Dans le cadre du plan de visites d'inspection, la société FM FRANCE SAS a fait l'objet d'une visite d'inspection de la part de l'inspection des installations classées (IIC) afin de vérifier le respect des prescriptions réglementaires régissant le site.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FM FRANCE SAS
- ZAC du Plan 84320 Entraigues-sur-la-Sorgue
- Code AIOT : 0006410923
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le site FM Logistics d'Entraigues est une plateforme logistique dédiée au tour de clients agroalimentaires mais conserve la possibilité de stocker des produits dangereux sous couvert de son classement SEVESO.

### Thèmes de l'inspection :

Eau de surface / Risque incendie / Stratégie de défense incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Modification Tableau nomenclature ICPE	Code de l'environnement, article R 513-2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Chapitre 2.6 – Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'insp	Arrêté Préfectoral du 13/06/2014, article 2.6.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Modification de l'article 4.3.5.1 de l'arrêté du 13 juin 2014	Arrêté Préfectoral du 06/07/2017, article 5	Demande d'action corrective	6 mois
4	Modification de l'article 4.3.12 de l'arrêté du 13 juin 2014	Arrêté Préfectoral du 30/04/2015, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Section III : Dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**La fiche de constats suivante ne fait pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Modification de l'article 7.2.7 de l'arrêté n° 2014164-0002 du 13 juin 2014	Arrêté Préfectoral du 06/07/2017, article 8	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a présenté de façon exhaustive son site et ses enjeux puis a apporté les éléments en lien avec l'inspection menée.

Il reste des justificatifs à fournir ainsi que des mesures correctives à mettre en place afin de lever complètement les suites données aux constats.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Modification Tableau nomenclature ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> <u>R.513-2</u>
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative,
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Dans le cas prévu à l'article R. 513-1, le préfet peut exiger la production des pièces mentionnées aux articles R. 181-13 à R. 181-15 y compris l'étude de dangers prévue à l'article L. 181-25, R. 512-46-3, R. 512-46-4 et R. 512-47.  Il peut, en particulier, demander la production d'une étude montrant que les dangers ou inconvénients, eu égard aux caractéristiques des installations et à leur impact potentiel, sont prévenus de manière appropriée, éventuellement moyennant des mesures complémentaires de prévention, de limitation ou de protection que l'exploitant s'engage à mettre en œuvre, assorties d'un délai de réalisation.  [...]
<b>Constats :</b>  En séance, un échange a eu lieu sur la nécessité de travailler sur un nouvel arrêté préfectoral complémentaire compte tenu de : <ol style="list-style-type: none"><li>1. l'évolution réglementaire relative à l'arrêté ministériel modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;</li><li>2. la nécessité de disposer des critères réglementaires actualisés.</li></ol> Un porter à connaissance datant du 16 décembre 2021, reçu par la préfecture de Vaucluse le 27 décembre 2021, fourni les éléments sur la prise en compte de ces évolutions réglementaires relatives à la rubrique 1510 ainsi que celles encadrant le stockage de liquides inflammables : sujet abordé et traité dans le cadre de l'Action Nationale Liquides Inflammables 2024 menée le même jour par le Service Prévention des Risques (SPR) - Pôle Régional - et dont un <b><u>second rapport d'inspection a été rédigé.</u></b>  Ainsi, sur le volet entrepôt au titre de la rubrique 1510, ce porter à connaissance informe M. Le Préfet de la situation de l'établissement au regard de l'application de la réglementation, notamment de l'antériorité du site vis-à-vis de la date d'entrée en vigueur (fixé au 16 mai 2017) des dispositions de l'ordonnance n°2016-1058 du 03 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes.  L'exploitant fait référence dans son PAC à un bilan de conformité au titre de l'article L. 513-1 du Code de l'Environnement, qui n'a pas été adressé à ce jour à l'inspection des installations classées.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant transmet dans un délai de 2 mois, le bilan de conformité de son site relatif au stockage en entrepôt par rapport à la réglementation qui lui est applicable. L'analyse de ce bilan de conformité permettra de mettre à jour dans un nouvel arrêté préfectoral complémentaire, la situation administrative du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 2 : Chapitre 2.6 – Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/06/2014, article 2.6.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Article 2.6.1 – Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'ins
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les plans tenus à jours</li> </ul> [...]
<b>Constats :</b>  Les différents plans présentés comportent les informations majeures du site : localisations des cellules, des ouvrages (cuves Eau sprinklage, bassin de rétention des eaux du site), quais de chargement / déchargement, voies d'accès du site, ...).  Cependant, le plan présenté, datant du 23 avril 2018, comportait les flux thermiques incomplets puisque le flux 3 kWh était absent au niveau du bâtiment 7 (Sud-Ouest).  <u>Post-inspection</u>  L'exploitant a transmis un carnet de plans du site : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Plan PI et sprinklage</li> <li>• Plan des extincteurs, RIA et désenfumage</li> <li>• Plan des flux thermiques</li> <li>• Plan des cantons de désenfumage</li> </ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant fournit dans un délai de 1 mois, un plan des flux thermiques intégrant les flux 3 kwh au niveau de la cellule 7.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Modification de l'article 4.3.5.1 de l'arrêté du 13 juin 2014**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/07/2017, article 5	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Article 4.3.5.1 – Rejet externes	
<b>Prescription contrôlée :</b>	
<b>Point de rejet</b>	<b>N°1</b>
Nature des effluents	Eaux industrielles (lavage uniquement)
Exutoire du rejet	Réseau communal
Traitement avant rejet	Débourbeur - déshuileur
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Station d'épuration de Sorgues et in fine l'Ouvèze
Autres dispositions	Autorisation de déversement et de rejet
<b>Point de rejet</b>	<b>N°2</b>
Nature des effluents	Eaux pluviales
Exutoire du rejet	Réseau de la ZAC
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Bassin d'infiltration de la ZAC
Autres dispositions	Autorisation de déversement
<b>Constats :</b>	
<b>Vérification du point de rejet N° 1 :</b>	
<p>L'exploitant indique que ce point de rejet, collecte les eaux usées non domestiques ou industrielles (exclusivement issues des aires de lavages des véhicules) et les eaux dites domestiques ou eaux vannes. Une convention de rejet entre FM FRANCE SAS et la Communauté d'agglomération Grand Avignon autorise le site à rejeter ses eaux usées non domestiques dans le réseau de collecte de la commune d'Entraigues-sur-la-Sorgue.</p> <p>L'exploitant souligne qu'aucun dispositif de pré-traitement avant rejet type débourbeur - déshuileur n'est mis en place sur ce réseau.</p> <p>La convention d'autorisation de rejet N° A-005/2022, datant du 14 avril 2022 mentionne dans l'annexe de l'arrêté au point D – <b>Mise en place et entretien des Installations de prétraitement</b> –, ainsi que les usages associés à un tel dispositif sans qu'une mention obligeant son installation ne figure dans cette convention.</p> <p>Dans cette convention, il est demandé à l'exploitant de fournir un bilan de pollution sur 24h annuellement.</p>	

### Post inspection

L'exploitant a transmis le bilan 24h réalisé par BUREAU VERITAS pour l'année 2023 et les résultats sont reportés dans le tableau suivant :

Substances	Valeurs de la convention de rejet validées le 14 avril 2022		Bilan 24h – Rapport BUREAU VERITAS N° 18921495_25_1_1_Rev0	
	Valeurs limites		Analyses réalisées par Eurofins Rapport N° AR-23-IX-163293-02 - 31 août 2023	
	Concentration (mg/L)	Flux (kg/j)	Concentration (mg/l)	Flux (kg/j)
MES	<600	1.2	310	0.53
DCO	<800	1.6	<b>828</b>	1.41
DBO5	<400	0.8	400	0.68
NG (NTK)	<100	0.2	<b>287</b>	<b>0.49</b>
PT	<25	0.05	17.5	0.03
HCT	<10	0.02	<0.1	<0

Il existe des dépassements des seuils autorisés pour les paramètres DCO (concentration) et Azote Kjeldahl (concentration et flux).

#### **Vérification du point de rejet N°2 :**

En séance, l'exploitant informe que la cellule 3a est doté d'un siphon de confinement d'une superficie d'environ 500 m<sup>2</sup> des effluents susceptibles d'être pollués. Ces derniers peuvent se déverser gravitairement via une canalisation dotée d'une vanne martellière ouverte par défaut vers le bassin de rétention des eaux pluviales du site. Ce point n'a pas fait l'objet d'une vérification physique sur le terrain.

L'exploitant a indiqué en visite que le réseau de collecte des eaux pluviales possède deux séparateurs d'hydrocarbures, un situé au Sud-Est du bassin de rétention et un autre à l'Est de celui-ci, conformément au plan présenté lors de la visite.

Ce bassin se déverse dans le bassin d'infiltration de la ZAC dont FM FRANCE SAS possède une autorisation de déversement.

### Post-inspection

L'exploitant a transmis le bon d'intervention des séparateurs d'hydrocarbures.

Le dernier entretien des dispositifs a été assuré, le 16 novembre 2023, par la société SAS MAURIN.

Dans le rapport d'intervention N°131906, il est fait mention d'un entretien de 3 séparateurs de 3000 litres chacun le jour de l'intervention.

Les déchets collectés ont été gérés par la société d'intervention et le Bordereau de suivi de déchets (BSD) N° BSD-20231115-VHAVMNBR5 a été transmis à l'inspection.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant met en place des mesures correctives afin de respecter les valeurs limites de rejet imposées par la convention d'autorisation de rejet de ses eaux usées non domestiques. Il tient informer l'inspection du nouveau bilan 24h de l'année 2024.

L'exploitant justifie le rôle et indique l'implantation du troisième séparateur d'hydrocarbures mentionné dans le rapport N°131906 de la société SAS MAURIN.

Le cas échéant, il met en place, dans un délai de 6 mois, un séparateur d'hydrocarbures sur son réseau de collecte qui déverse au point de rejet N°1 conformément à la prescription contrôlée de l'article 5 de son APC du 20 février 2020.

Dans le cas contraire, l'exploitant apporte les démonstrations et/ou justificatifs prouvant l'inutilité d'un tel dispositif dans son réseau.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 4 : Modification de l'article 4.3.12 de l'arrêté du 13 juin 2014**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/04/2015, article 9

**Thème(s) :** Risques accidentels, Article 4.3.12 – Valeurs limites d'émission des eaux pluviales

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales dans le milieu récepteur, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

Paramètre	Mesures instantanées
DCO (sur effluent non décanté)	300 mg/l
Matières en suspension (MES)	30 mg/l
Hydrocarbures totaux	5 mg/l

**Constats :**

L'exploitant n'a pas fourni de rapport d'analyse de ses effluents d'eaux pluviales rejetées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans un délai de 1 mois, le dernier rapport d'analyse de ses eaux pluviales avant rejet.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant



<b>Proposition de délais : 1 mois</b>
---------------------------------------

**N° 5 : Section III : Dispositions relatives à la protection contre la foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositif contre la foudre
--

<b>Prescription partielle contrôlée :</b>
---

[...]

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

[...]

<b>Constats :</b>
-------------------

L'exploitant a présenté son analyse du risque foudre (ARF) datant du 15 mai 2013 et le registre de contrôle visuel mensuel des compteurs d'impacts, réalisé le 5 août 2024 sans commentaires notables.

Post-inspection

L'exploitant a transmis à l'inspection les études techniques suivantes :

- Étude technique N° 01.047.15 – Phase 1, concernant les cellules 1 à 5 et 10 – de janvier 2015
- Étude technique N° 08.143.16 – Phase 2, concernant les cellules 8 et 9. – de août 2016
- Étude technique N° A10.026.18 – Phase 3, concernant les cellules 6 et 7. – de octobre 2018

La vérification complète n'a pas été transmise à l'inspection. L'exploitant a indiqué en séance qu'elle a été réalisée en octobre 2023.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
--

L'exploitant transmet la vérification complète de son dispositif contre la foudre dans un délai de 1 mois.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
---

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
---

<b>Proposition de délais :</b> 1 mois
---------------------------------------

**N° 6 : Modification de l'article 7.2.7 de l'arrêté n° 2014164-0002 du 13 juin 2014**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/07/2017, article 8
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Article 7.2.7 - POI et Exercices de défense contre l'incendie
--

<b>Prescription partielle contrôlée :</b>
---

Les dispositions de l'article 7.2.7 de l'arrêté préfectoral n° 2014164-0002 du 13 juin 2014 sont

remplacées par les suivantes :

**« Article 7.2.7 - POI et Exercices de défense contre l'incendie »**

L'exploitant élabore un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) en vue de :

- contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ;
- mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.

[...]

Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le P.O.I.

[...]

**Constats :**

En séance, l'exploitant a présenté son POI ainsi que l'ensemble du dispositif mis en place pour le maintien du POI.

Un exercice POI est organisé chaque année en collaboration avec le SDIS 84, le dernier date du 20 juin 2023.

**Type de suites proposées :** Sans suite